Chers amis, chères amies, connu-e-s ou inconnu-e-s,

Notre texte ne vise pas à récolter des signatures dont le nombre et la notoriété relative de certain-e-s auraient pour fonction de donner de l'importance à cette parole collective. En ces temps où le tout-sécuritaire marginalise toute contestation, nous faisons le pari de l'anonymat comme force capable d'impacts éventuels. Votre implication reste toutefois essentielle pour la diffusion du texte et de ses idées. Donnez-lui de la visibilité et cette visibilité sera un nouveau travail collectif qui montrera que, derrière ce texte, nous sommes nombreux et nombreuses. Si l'analyse que vous y trouverez vous semble juste, si vous êtes capables de passer par-dessus quelques maladresses, métaphores ou changements de registre que vous auriez évités, alors devenez un des relais dont a besoin, pas seulement ce petit texte, mais toute la force contre-hégémonique qu'il nous faut construire, pas à pas, contre la machine qui nous fait la guerre. Et n'attendons plus qu'on nous organise : faisons-le nous-mêmes là où nous le pouvons avec les moyens qui sont les nôtres, à saisir ou à inventer ! Ce manifeste est une contribution en ce sens.

Contact : `manifestedeprofs@riseup.net`

La guerre qu'on nous fait

Manifeste de profs contre tout ce
qui vient avec l'austérité

Nous refusons l'appauvrissement humain, social, politique et intellectuel que l'offensive antisociale appelée *austérité* fait subir au monde, lui donnant ce visage patibulaire, cynique, servile, tout juste navré, médiocre, un brin sadique.

Cette offensive menée pour satisfaire les intérêts des élites économiques vise à soumettre, secteur par secteur, les personnes et les choses au règne contraignant de la marchandisation et du profit tout-puissant.

Depuis longtemps mise en œuvre, cette révolution conservatrice est avant tout une guerre menée contre les mécanismes collectifs de redistribution des richesses, de mise en commun des ressources pour faire face aux aléas de la vie. Même imparfaits, même incomplets, les services publics sont les arrangements minimaux de solidarité qui témoignent d'un souci collectif pour une vie juste. Et pour défendre cela nous sommes prêts à nous battre.

Dans notre domaine, celui de l'éducation, une telle révolution procède par l'instrumentalisation des savoirs, de l'enseignement et de la recherche, arrimés de plus en plus entièrement aux seules exigences toxiques, mortifères, de l'accumulation et de l'optimisation. L'introduction, en force et partout, de techniques et mesures managériales, adossées au grand calcul néolibéral, ratatine l'éducation comme système et comme geste. Loin de cet appauvrissement, l'éducation que nous défendons consiste à soutenir l'aventure des esprits en train d'apprendre et d'interroger les réalités, et à assumer avec eux toute l'intensité affective et intellectuelle qu'elle engage.

Cette offensive généralisée s'attaque aux ressources et aux pouvoirs qui constituent nos milieux. Comme acteurs et actrices du monde de l'éducation (et nos camarades de la santé et des services sociaux en savent aussi quelque chose), nous ne cessons de constater les multiples atteintes aux temps et espaces où s'exercent notre autonomie professionnelle et notre collégialité. L'exercice de notre responsabilité se rétrécit à mesure que croît une bureaucratie managériale et ses instances de contrôle infantilisantes sous couvert de reddition de comptes débiles.

Dans la société tout entière, c'est l'ensemble des formes de l'action collective que l'austérité prend pour cible. L'action syndicale, autonome ou directe, la grève, les pratiques politiques contre-hégémoniques, hors de la scène parlementaire, sont de plus en plus marginalisées, criminalisées, suspectées (de radicalité notamment), méprisées, réprimées au nom de la protection d'un ordre des choses naturalisé, scellé, poli et policier, placé hors d'atteinte derrière des vitrines qu'on ne pourrait que lécher.

Cette neutralisation de notre capacité d'action participe d'un dispositif de dépolitisation qui tente de nous faire prendre pour des nécessités des décisions politiques. Cette affaire-là n'est pas banale. Elle fait violence, symboliquement et effectivement, aux conditions mêmes du commun et de toute communauté : la politique, et son cœur, la conflictualité. La révolution dont l'austérité est le visage confine la politique à un terrain neutralisé, procéduralisé. Reste la forme aseptisée et infiniment appauvrie d'un système incarné par ses politiques professionnel-le-s.

Cette violence a ceci d'insidieux qu'elle impose les termes mêmes du débat par lequel nous essayons de la déplier pour nous en défendre. Elle soumet le sens des mots à sa seule autorité et nous tire par la langue sur son terrain marketing où seule prévaut la relation de l'approvisionnement commercial. Même quand on prétend le protéger, le citoyen n'est qu'un « client ». S'efface dès lors la portée politique de ses exigences. Si le mot chien n'a jamais mordu personne, la langue du pouvoir, au contraire, performe directement une guerre contre cette autre richesse mise à mal : les idées et les langages servant à dire la complexité du monde.

L'austérité est donc un appauvrissement intérieur, où dominent la crainte des sanctions et la faim des récompenses, le stress et l'insécurité sociale, la peur de l'avenir et la peur de l'autre, peur bleue – peur rouge – peur blanche. État d'esprit assiégé, redoutable producteur d'impuissance et de docilité. Les êtres par lui créés seront faits sur mesure pour un système libéral-paternaliste. Un système où les formes mêmes de notre présence au monde sont captives, où l'audace, la création et l'invention voient détournées leurs forces éruptives au profit de la rengaine plate de l'innovation.

Ne reste alors qu'à devenir un bon entrepreneur de soi, à mesurer la valeur de sa vie à l'aune de ses biens, de ses placements et de ses investissements, à voir en l'autre au mieux un partenaire, au pire un compétiteur dans l'infernale roue de fortune néolibérale.

Également compromise avec la violence faite aux territoires et à leurs composantes naturelles, l'austérité est la face coupante d'un abandon de la richesse commune de notre géographie à des projets de transport et d'extraction (de pétrole notamment) écocidaires, autant de désastres toujours déjà là et que rien ne pourra réparer. Pour le néolibéral austère comme pour l'homme blanc dont parlait le chef Seattle il y a plus d'un siècle et demi, la terre est un ennemi à piller ; lorsqu'il l'a conquise et exploitée, il va plus loin ; il l'enlève à ses enfants et cela ne le tracasse pas ; son appétit la dévore et ne laisse derrière lui qu'un désert.

En fait, c'est l'ensemble du territoire humain et social, et tout ce qui fait la valeur de la vie, sa véritable richesse, c'est tout cela qui est ainsi traité comme un corps malade à assainir, un budget à compresser. Et puis des ruines, d'où l'on tire les diamants noirs des millionnaires s'adonnant à l'évasion et l'évitement fiscaux.

La charge dont *austérité* est le nom euphémisé, c'est la capture de nos existences par le travail, toujours plus de travail, qui consume le cœur de nos vies et le temps de nos meilleures années. Elle vole les jours que nous ne passerons pas à vivre, à bien vivre ensemble, à prendre soin les uns des autres, à aimer, à discuter, à mettre bout à bout nos solitudes, à inventer des manières nouvelles de faire, de dire, de fabriquer, de penser.

La guerre qu'on nous fait se réfracte dans tous les espaces de nos vies. Elle plie nos rythmes et notre quotidien, ses gestes et ses heures, à ses obligations. Elle nous frappe toutes et tous, nous sépare des territoires communs que nous essayons d'habiter pour les ouvrir aux dispositifs de l'extraction pour le profit privatisé.

Nous refusons les névroses du tout-marchandise et son angoisse sociale.

Nous refusons le peu où on nous réduit.

Nous refusons notre réification triple de contribuable-consommateur-majorité silencieuse.

Nous refusons la grande honte de vouloir la vie bonne pour toutes et tous.

Nous nous organisons.

C'est ici que croît la rose, c'est ici que nous dansons !